



12-09-2012

Allemagne, Corée du Sud, USA, des salariés luttent

Dans ces trois pays situés à des milliers de kilomètres les uns des autres, présentés par les médias, le patronat, les gouvernements, comme des exemples du dialogue social et du compromis syndicats-patronat, des luttes longues se déroulent ou viennent de se dérouler, avec des succès importants.

La Lufthansa en Allemagne.

Le personnel navigant commercial vient de faire plusieurs journées de grève. Pour l'augmentation des salaires : il exige 5% d'augmentation alors que la direction ne propose que 3,5% après plusieurs années de blocage des salaires et l'arrêt de l'emploi d'intérimaires.

Premier succès les intérimaires seront embauchés dans la compagnie. Pour les salaires un médiateur a été désigné et la grève suspendue (c'est le droit du travail allemand qui prévoit cela !)

Une remarque. Le patronat préfère perdre des millions d'euros (20 millions par jour de grève) que de donner satisfaction à une revendication modeste alors que les discussions patinent depuis treize mois.

Hyundai (constructeur auto) Corée du Sud

Une série de grèves partielles ont eu lieu en juillet et août.

Motif de l'action : salaires et condition de travail. 109.500 .. voitures n'ont pas été construites, soit une perte de recette de 4,9 milliards d'euros pour Hyundai.

Les résultats : salaires + 5,4%. Une prime équivalente à cinq mois de salaire, plus 6700 euros par salarié. Suppression du travail de nuit. Réduction du temps de travail : deux équipes de 8 à 9 heures de travail contre 10 avant la grève.

Enseignants de Chicago

Ils sont fonctionnaires municipaux (c'est le cas dans tous les établissements d'enseignement public). Ils refusent les nouvelles conditions de travail que veut leur imposer la municipalité dirigée par les démocrates et se sont mis en grève. Alors qu'ils ont à faire aux élèves des couches les plus modestes de la population durement frappée par la crise (80% des élèves bénéficient des repas gratuits) ils refusent de faire les faux résultats scolaires obtenus et demandent que des mesures soient prises (recrutement en particulier) pour que les élèves bénéficient d'un enseignement de qualité.

En conclusion. Le patronat, les gouvernements se servent du prétendu dialogue social entre « partenaires » pour exploiter encore plus le monde du travail. **Ils ne reculent que devant la lutte.** Une réalité à prendre en compte au moment où le gouvernement français d'accord avec le patronat, veut « refonder le marché du travail ».